

« 3 questions à Marc Roesch »,

**Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD),
Montpellier**

propos recueillis par Pauline Gandré (ENS Lyon) pour un article sur la conférence des JECO sur le microcrédit
dans la revue *Idées économiques et sociales*

1) Quel bilan tirez-vous de 40 années de diffusion des pratiques de microfinance ?

Premièrement il est très difficile de faire un bilan pour plusieurs raisons.

La première est que la « microfinance » n'est pas quelque chose d'uniforme. La microfinance pratiquée par les « self help groups » en Inde (4,6 millions de groupes soit plus de 70 millions de femmes) est radicalement différente de celle pratiquée par les groupes mutualistes de l'Ouest africain ou des IMF mexicaines. Il est difficile de faire un bilan global face à de telles différences.

La deuxième est que les objectifs assignés à la microfinance sont divers (développement d'activités génératrices de revenu, inclusion financière, « empowerment » des femmes etc), chaque objectif peut faire l'objet d'un bilan.

La troisième est que les effets de la microfinance sur la population sont extrêmement divers (augmentation des revenus, augmentation de l'endettement, effets sur la santé, l'éducation, le rôle des femmes au sein de la famille et dans le village, impact sur la trésorerie des ménages).

La quatrième est qu'il n'existe pas de méthode fiable et objective d'évaluation des impacts sur un tel ensemble de facteurs qui interagissent entre eux. Le degré de finesse qui est nécessaire pour appréhender ces interactions peut être atteint pas des analyses qualitatives, mais empêche toute analyse quantitative représentative. A ce jour personne n'a réussi à faire une évaluation à grande échelle de l'impact de la microfinance en Inde ou au Bangladesh où elle existe depuis 40 ans.

La dernière raison vient du fait qu'il a été mis tellement d'espoir dans la microfinance, tellement de financement dans cet outil, que la survie de beaucoup d'institutions, associations, ONG est suspendue à la bonne opinion qu'ont ceux qui les financent. Toute critique, toute évaluation qui remettrait en cause les supposés effets bénéfiques, qui mettrait à jour des effets pervers plus importants que les effets positifs est systématiquement occultée ou combattue par ces institutions, ces ONG.

De mon expérience en Inde et au Maroc, de ce que j'ai vu sur le terrain, dans les familles, ce que je retire c'est que la microfinance endette de plus en plus les familles, les pousse à utiliser les crédits pour la santé, pour l'éducation, pour la consommation. Pour s'en sortir les femmes travaillent de plus en plus, souvent à des tarifs de plus en plus bas, les hommes migrent de plus en plus vers les villes pour trouver du travail. Si, grâce à la microfinance, une partie des familles s'en sortent mieux, sont moins pauvres, pour une majorité d'entre elles rien ne change, elles continuent à survivre, un peu plus endettées. Mais une autre fraction, à cause du crédit, passe de la pauvreté à la misère. Donner des chiffres est tout à fait hasardeux et « non scientifique » à cause des raisons données plus haut. Mais ce que je vois de mon expérience de terrain c'est que cet outil, utilisé comme il l'a été, c'est-à-dire sans un accompagnement avec d'autres outils de développement, n'a pas tenu ses promesses.

2) Quelles sont, selon vous, les différences dans les enjeux liés au micro-crédit dans les pays développés et les pays en voie de développement ?

Dans les pays en voie de développement mais aussi dans les pays émergents, les pauvres sont essentiellement insérés dans un marché financier informel (usuriers, tontine, prêts familiaux). Le marché formel (les banques essentiellement) est soit trop éloigné d'eux (physiquement, financièrement ou psychologiquement) soit trop complexe à utiliser pour qu'ils puissent y accéder. La microfinance a pour ambition de permettre aux pauvres d'avoir accès à un système de financement de leurs activités productives (objectif officiel) ou non productives (utilisation officiellement non autorisée mais ce que font de fait les clients de la microfinance) qui soit moins cher (usuriers) ou de montant plus élevé que le système informel. Le premier des objectifs assignés au programme de microfinance en Inde a été « l'inclusion financière ». Dans les pays en voie de développement l'objectif est d'inclure les populations pauvres dans une économie marchande.

Dans les pays développés les pauvres sont déjà des consommateurs, l'objectif est de les inclure dans une économie de production de biens ou de services puisqu'on n'arrive pas à les inclure dans les « emplois ». C'est notamment une des raisons (mais pas la seule et pas la plus importante) qui fait que l'on se contente de donner du crédit sans aucun « accompagnement » dans ces pays là, alors qu'un réel effort est fait dans les pays développés pour travailler avec les clients sur la construction de leur projet.

3) Quel avenir envisagez-vous pour la microfinance ?

La pauvreté est source de révoltes, de conflits, de migrations incontrôlées. Les gouvernants, mais aussi la société cherchent depuis des millénaires un outil miracle de lutte contre la pauvreté. La proposition du Professeur Yunus semblait remplir cet objectif. On avait là un outil qui permet de se passer de coûteux programmes de développement et qui rentre dans la logique libérale de développement par le marché en favorisant la multiplication de petits producteurs de biens et de services. Comme cet outil a été utilisé seul, sans d'autres outils de développement (éducation, santé, développement des marchés) il a dérivé, du côté des clients, vers du crédit à la consommation et le surendettement, et du côté des financeurs sur un nouvel instrument permettant de faire du profit tout en redorant son image de marque.

La crise de la microfinance est là. J'ai le sentiment qu'elle va prendre de l'ampleur. Le système financier, à un moment où à un autre, va probablement se détourner de ce produit à risque. Les gouvernants des Etats ou des organismes de développement reviendront peut-être aux interventions plus classiques de programmes « intégrés » dans lesquels la microfinance aura sa place, mais une place bien plus modeste et en complément d'autres outils. Mais entre temps bien des pauvres seront surendettés et auront été victimes de cette survalorisation d'un instrument qui n'a rien de miraculeux.